

MÊME SI DES PARTENARIATS DIVERS SONT IMPULSÉS

Les discussions continuent sur le dossier Renault

Les discussions sur le projet automobile Renault se poursuivent encore entre l'Algérie et la France, même si plusieurs projets de partenariat sont impulsés à la faveur du récent forum économique.

Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir) -

Deux jours de travaux d'ateliers thématiques, de débats, de rendez-vous d'affaires et prises de contact entre des centaines d'opérateurs économiques algériens et les 160 PME françaises, à l'hôtel Hilton. Déjà, 4 300 rencontres B2B ont eu lieu entre un millier d'opérateurs des deux pays. Organisé pour stimuler la coopération économique, développer le business voulu gagnant-gagnant, le Forum de partenariat algéro-français n'a pas été décevant. Certes, les résultats concrets, en termes de création d'entreprises, sous forme de joint-ventures ou d'investissements directs français, restent cependant à quantifier et à qualifier.

Et cela même si des projets de joint-ventures ont été déjà engagés, grâce à ces rencontres, dans le domaine du froid, du consulting en matière de zoning industriel, sécurité et télégestion et que des partenariats sont envisagés dans le domaine des télécommunications, la poste, la maintenance et l'agro-alimentaire. Relevons que des accords de partenariat, finalisés préalablement, ont été signés lundi et mardi, en marge du forum.

Il s'agit de partenariat dans le domaine de l'industrie du verre et des abrasifs (rachat de l'entreprise publique Alver par Saint Gobain) et dans les assurances (signature du pacte d'actionnaires entre la société française Axa avec 49% et le Fonds national de l'investissement (15%) et la BEA (36%). De même, un accord de coopération avait été signé entre l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex) et l'Agence française de développement international des entreprises (Ubifrance, organisateur du forum), en vue

de développer les capacités d'exportation des PME algériennes ainsi que le transfert de savoir-faire au profit de l'administration algérienne.

Pour autant, les organisateurs du forum, voire les hôtes officiels français mais aussi algériens ont exprimé clairement leur satisfaction, lors de la clôture de la manifestation, hier en fin d'après-midi, et lors d'un point de presse. Dans la mesure où, selon l'ancien Premier ministre français, Jean-Pierre Raffarin, un climat d'affaires nouveau est possible, des progrès déjà réalisés même si les discussions se poursuivent



Photo : DF

encore sur certains dossiers de coopération. C'est le cas pour le dossier d'usine Renault en Algérie, sur lequel M. Raffarin a

indiqué, lors d'une conférence de presse finale, que les discussions continuent, dans un climat positif, une réunion étant annoncée en juin.

Concernant le projet de partenariat entre Total et Sonatrach dans le domaine pétrochimique, l'on évoque une réévaluation de l'intrant de production, dans la mesure aussi, dira le secrétaire d'Etat français au commerce extérieur, Pierre Lellouche, où «tout est en place pour un changement d'époque, en passant de la période des contrats à celle du partenariat véritable» et que les entreprises françaises sont fortement intéressées à s'impliquer dans la réalisation du programme quinquennal 2010-2014.

C. B.

PROJET D'UNE UNITÉ POUR ACIER SPÉCIAL AUTOMOBILE

Les Turcs proches d'un accord

Selon des indiscretions, il est de plus en plus question de la réalisation d'un projet de laminoir à froid et de galvanisation pour fabriquer de la tôle spéciale pour automobile, dans l'ouest du pays, par un groupe turc spécialisé dans la sidérurgie.

Les mêmes sources évoquent des contacts entamés en 2008 avec ce groupe turc et qui seraient accélérés ces derniers temps pour l'installation d'une unité produisant quelque 700 000 tonnes par an d'acier et employant pas moins de 1 200 personnes en direct et le double en indirect.

Sans compter la main-d'œuvre nécessaire au démarrage de l'industrie automobile projetée dans le pays et évoquée avec insistance ces derniers mois avec des partenaires étrangers, dont les Français. Les plus aptes à discuter de l'industrie sidérurgique en Algérie se trouvent être le directeur général d'ArcelorMittal Annaba, Vincent Le Gouic, ou le représentant des travailleurs, Smaïl Kouadria.

A la question posée par *le Soir d'Algérie* il y a quelques jours, sur

le dossier de Bellara (Jijel) pour la réalisation d'un autre complexe sidérurgique, qui fait l'actualité, pour lequel ArcelorMittal avait fait des propositions, rejetées par les pouvoirs publics algériens pour un problème d'exportation,

Le Gouic nous a répondu que «tout ce que je sais est qu'actuellement, des discussions sont en cours, mais je suis dans l'incapacité de dire avec qui. En tous les cas, pas avec ArcelorMittal Annaba. Je dois dire qu'au-delà du fait que s'installent tellement de sidérurgistes en Algérie, ce qui est légitime, ce qui me chagrinerait est que notre société s'affaiblisse davantage. Au-delà de cet aspect, il est tout à fait normal que l'on invite des gens à venir investir.»

Invité à se prononcer sur l'installation d'une industrie automo-

bile en Algérie, le DG de la filiale algérienne du groupe leader mondial de la sidérurgie estime : «Il va de soi que même si des entreprises intéressées par cette activité s'installent avant qu'on ait besoin d'acier automobile ici en quantité suffisante à même de justifier un investissement dans le décapage de laminoir à froid et galvanisation pour l'automobile, il va se passer un moment. Je ne veux pas minimiser l'ambition en termes de production automobile, mais il n'y a pas eu de ligne de galvanisation.»

Et de citer en exemple la Turquie qui produisait 700 000 véhicules par an, mais où il n'y a toujours pas de galvanisation de niveau automobile.

«De toutes les façons, pour justifier pareil investissement, il faut avoir un niveau de production significatif. Parce que si c'est pour faire 20 000 tonnes d'acier galvanisé par an, il est certain que cela ne va pas payer une mine de type automobile, c'est impossible», a affirmé le premier

responsable d'ArcelorMittal El Hadjar.

Et d'affirmer : «Je ne sais pas si c'est ça qu'on est en train de discuter actuellement. Dans ce cas-là, on a un peu de temps avant que l'industrie automobile algérienne ne nécessite des équipements lourds de type sidérurgique pour produire la tôle à emboutir par la suite pour faire le véhicule ici.» Et d'ajouter confiant : «Il va se passer du temps. Ce qui nous permettra de réagir. Je peux même dire que nous avons tout le temps pour le faire.» C'est ce que nous confirme également Kouadria, qui était à Alger à la mi-mai pour présenter et soutenir le plan d'investissement de 500 millions d'euros destiné à la rénovation des installations du complexe d'El Hadjar. Lors de son séjour à Alger, il a eu à rencontrer et discuter avec beaucoup de monde de la sphère décisionnelle. Donc, il n'avance pas cette information gratuitement sans être certain de ce qu'il dit.

A. Bouacha

RENCONTRE DU GROUPE D'AMITIÉ ALGÉRO-FRANÇAIS

Les parlementaires algériens plaident pour la reconnaissance des actes coloniaux commis en Algérie

Les parlementaires algériens, membres du groupe d'amitié algéro-français, insistent sur la reconnaissance par la France coloniale des actes commis en Algérie. Pour eux, cette démarche permettra un avenir prometteur aux populations des deux pays.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Hier, lors d'une rencontre entre les membres du groupe d'amitié parlementaire algéro-français de l'APN et leurs homologues français, à Alger, les députés ont évoqué le dossier de l'histoire commune entre les deux pays. «Les faits historiques et les actes commis en Algérie par la France

coloniale doivent être reconnus», ont plaidé les membres de l'APN. Le président de groupe parlementaire d'amitié algéro-français, Belkacem Belabbès, a, pour sa part, soutenu que la reconnaissance des faits de la France coloniale permettra de rapprocher les deux nations. «Nous avons une histoire commune et

nous devons construire un avenir prometteur avec des relations solides basées sur la franchise», a-t-il dit. Il estime que ce dossier doit être sérieusement pris en charge tout en préconisant la vigilance et de ne pas permettre aux «ultras» d'y interférer.

Les participants ont également soulevé le problème de la circulation des personnes entre les deux pays, notamment avec l'importance de la communauté algérienne établie en France. Qualifiant cette question d'«élé-

ment essentiel du partenariat», Belkacem Belabbès a recommandé de donner une dimension humaine à ce dossier. «Cet aspect intéresse les deux pays et doit être réglé d'une manière humaine. Il est nécessaire de se pencher sérieusement sur ce problème et de trouver des solutions», a-t-il encore précisé.

Pour la mise en place d'un partenariat économique «équilibré», la sénatrice française, Bariza Khiari, a, de son côté, souligné l'importance d'une

«coopération durable et profonde» entre les deux pays.

Citant quelques aspects positifs de ce partenariat, notamment la création d'emplois au profit des jeunes compétences algériennes, elle ajoute : «Notre sort est lié au sud de la Méditerranée. Nous avons besoin de vous pour avancer ensemble. La France vieillissante a besoin de la jeune immigration», et ce, avant de citer quelques cas s'étalant sur les différents aspects.

R. N.